



Projet de fusion Suez- Gaz de France Le " TOP 150 " à la solde de Cirelli ne représente pas les cadres de Gaz de France

Cirelli vient de franchir un nouveau pas dans son lobbying forcé en faveur de la privatisation en se livrant à une grossière manipulation avec les cadres dirigeants de Gaz de France, pris en otage, pour laisser penser à l'externe (médias, parlementaires...) à un ralliement du personnel à la fusion avec Suez. Cette initiative a déjà provoqué de nombreuses réactions d'indignation.

Une association " maison " de cadres pour l'aider à convaincre du bien fondé de la fusion !

Mardi 4 juillet, une association de cadres de Gaz de France a annoncé sa constitution à la presse. Son objet : faire du lobbying auprès des médias et des parlementaires (UMP de préférence sans doute...) en faveur de la fusion de Gaz de France et Suez, en reprenant point par point le discours de la direction de l'entreprise. L'objectif prioritaire de cette association, clairement explicité par ses responsables est de combattre l'idée selon laquelle les salariés de Gaz de France seraient contre la fusion.

Les modalités de constitution de cette association ne sont pas indifférentes pour comprendre les enjeux de la situation. Constituée sur sollicitation de la direction générale de l'entreprise par des cadres issus de l'état major, cette association est assurée de l'appui logistique et sans doute financier de l'entreprise. Il faudra par exemple expliquer sur quel temps et quel budget les cadres en question, en dehors de toute représentativité du personnel, mèneront leurs activités externes en faveur de la fusion.

Des méthodes particulièrement inquiétantes pour l'avenir : des cadres entièrement soumis aux injonctions du PDG

L'adhésion des cadres à cette association est tout sauf spontanée : diffusion par la hiérarchie, objectif assigné aux directeurs de recruter des cadres, ce qui explique sans aucun doute l'annonce faite à la presse de passer de 150 adhérents, le TOP 150, à 500 en une semaine !

Dans le contexte du projet de fusion avec Suez, ceux qui se prêtent à l'opération sont vraisemblablement plus influencés par la fragilité qui serait la leur dans le nouvel ensemble que parce qu'il sont animés d'une conviction inébranlable en faveur de cette fusion.

Que le PDG d'une entreprise comme Gaz de France se serve de son état major, par construction acquis à ses propres objectifs politiques, pour exercer des pressions d'opinion sur l'ensemble de l'encadrement est proprement scandaleux. Cela préjuge des méthodes de management qui accompagneraient la privatisation de Gaz de France, si celle-ci était menée à son terme. Et la gêne est d'ailleurs palpable au niveau de nombre de cadres supérieurs.

Contrairement à ce que prétend montrer le PDG de Gaz de France, à l'interne comme à l'externe, les personnels d'encadrement ne sont pas à la botte de la tête de l'entreprise, pas plus sur la stratégie industrielle que sur des questions techniques ou de politique sociale. Ils ont une autre idée de

leur rôle dans l'entreprise, de leur propre responsabilité sociale et revendiquent de garder leur liberté d'opinion et leur indépendance d'esprit vis à vis de la Direction de l'Entreprise.

Une situation révélatrice des difficultés de Cirelli et du gouvernement pour convaincre les parlementaires et l'opinion publique.

La réalité n'est pas que les cadres de Gaz de France seraient majoritairement favorables à la fusion avec Suez mais qu'au contraire, ceux-ci s'inquiètent des risques de la fusion sur la pérennité et l'intégrité de l'entreprise, ses finalités de service public et les conséquences sur l'emploi et les garanties sociales. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous avons déjà recueilli de nombreux témoignages d'indignation de la part de cadres « invités » à adhérer à cette association.

Et c'est bien là que le bât blesse. Car dans une période où le gouvernement utilise les grandes manœuvres pour tenter de rallier à son projet de privatisation- fusion la majorité des députés UMP hésitants, le poids du personnel dans la balance est décisif. D'autant que tout le monde sait maintenant, qu'une des composantes essentielles de la réussite d'une fusion (qui ne représente qu'un tiers des cas) est l'adhésion du personnel, et notamment des cadres.

On a vu ainsi Mestrallet, PDG de Suez, payer des pages de publicité pour le comité d'entreprise de la holding (300 salariés) alors que le comité de groupe et le comité européen (plus de 130 000 salariés) lançaient un cri d'alarme sur les risques de démantèlement du groupe liés à la fusion Suez-GDF.

C'est précisément parce que le poids de l'encadrement dans le débat actuel est décisif que l'UFICT- CGT invite l'ensemble de l'encadrement à multiplier les échanges, les débats, à combattre les mensonges et les contrevérités que certains souhaiteraient leur voir colporter. Elles les invitent pour cela à se servir du syndicalisme qui a seul la capacité à exprimer un point de vue réellement représentatif du personnel et indépendant de la direction de l'entreprise. Rappelons nous que les « syndicats maisons » (cf CSL chez Peugeot par exemple) ont toujours été utilisés par le patronat le plus rétrograde pour mettre au pas les salariés.

Pour vous informer et débattre :



Bulletin d'abonnement
Options édition générale + encart Mines-Energie
49 euros (par chèque à l'ordre de l'Ufict-CGT)

NOM.....
PRENOM.....
BRANCHE PROFESSIONNELLE.....
ADRESSE.....
CODE POSTAL..... VILLE.....

A renvoyer à :
Ufict-CGT Mines-Energie
263, rue de Paris
93516 Montreuil Cedex